

Objektyp: **Advertising**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **43 (2006)**

Heft 1679

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

L'inéluctable réforme de l'agriculture

Pour devenir eurocompatible, l'agriculture suisse doit poursuivre sa douloureuse mutation. Mais, pour le parti socialiste, l'inéluctable reconversion sera plus aisée à l'intérieur de l'Union européenne que dans l'isolement, face aux pressions de la mondialisation.

Agriculture suisse et européenne, même combat! C'est le message que veut faire passer le volumineux rapport socialiste (cf. DP n° 1678) sur l'adhésion à l'Union. La similitude des politiques agricoles entre Berne et Bruxelles est évidente. Pour se conformer aux engagements pris ou à prendre à l'OMC, Suisses et Européens abandonnent progressivement le soutien aux prix qui génèrent les excédents. Les paiements directs complètent le revenu des paysans. Le bio et les AOC sont protégés pour encourager la production de qualité et ménager l'environnement. Le projet d'accord de libre-échange entre la Suisse et les Etats-Unis a rapidement avorté parce que les orientations agricoles des deux pays étaient incompatibles. Avec l'Europe, en revanche, le but est commun.

Petits et grands écarts

L'adaptation de la Suisse au marché européen est quasiment faite dans le commerce du fromage qui sera entièrement libre l'an prochain. Elle l'est aussi avec la viande de mouton et de chèvre, avec les plantes d'ornement et les champignons.

En 1992, le lait suisse coûtait 50 centimes de plus à la production que celui de la moyenne européenne. L'écart n'est plus aujourd'hui que de 20 centimes. Cette différence se réduira encore avec la poursuite de la réforme proposée par le Conseil fédéral. Mais elle pourra subsister. Une importante diversité des prix existe au sein de l'Union.

Les choses ne sont pas si simples avec la viande de porc et de bovin payée deux fois moins cher aux paysans européens qu'aux suisses. L'écart a cependant tendance à s'amenuiser, notamment à cause de la nouvelle politique d'enchères à l'importation menée par Berne.

A l'OMC, la Suisse est parvenue à protéger très efficacement sa production de fruits et légumes. Une intégration au marché européen nécessitera d'importants sacrifices. Ce sera particulièrement le cas pour les tomates, trois fois plus chères à la production en Suisse. Pour le PS, la réponse est dans le bio qui peut s'écouler dans le grand marché européen à des prix concurrentiels.

De fortes adaptations de prix seront indispensables pour les céréales trois fois plus chères. Pour la betterave sucrière payée le double aux paysans suisses, un changement du mode de soutien pourrait atténuer le choc.

Mieux dedans que dehors

Pour le PS ces baisses, souvent massives, sont inéluctables à cause de la pression de l'OMC. La Suisse se protégera plus facilement contre une libéralisation totale de l'agriculture mondiale à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Europe. Elle pourra demander à Bruxelles des délais d'adaptation pour lui permettre de développer les réformes en cours. Elle bénéficiera du programme européen de développement rural qui facilite la reconversion des agriculteurs. Elle pourra, si elle le désire, octroyer des aides na-

tionales qui viendront s'ajouter à celles prévues par Bruxelles. L'Autriche, qui connaît des conditions géographiques comparables à celles de notre pays, a amélioré le sort de ses paysans depuis l'adhésion. A l'exemple de son voisin alpin, la Suisse doit jouer la carte des produits naturels et de haute qualité qu'elle pourra écouler dans un très vaste marché.

L'adhésion est en passe de devenir un sujet tabou en dehors du parti socialiste. C'est pourquoi certains milieux proches des agriculteurs, viennent de lancer l'idée d'un accord de libre-échange agricole avec

l'Union européenne. Cette démarche aurait les mêmes conséquences difficiles qu'une adhésion. Elle n'en aurait pas tous les avantages, notamment la diminution des charges qui pèsent sur les agriculteurs qui paient trop cher leurs machines et leurs engrais.

L'adhésion est donc jouable, et même souhaitable à terme pour l'agriculture. Le PS, qui a les coudées électorales franches face au monde paysan, peut ici se montrer européen sans réserve. Il n'a pas besoin de réclamer des dérogations aléatoires comme il le fait à propos des services publics. *at*

Abonnez-vous à

l'événement
syndical

Grâce à une parution hebdomadaire, *L'Événement syndical* suit de près l'évolution du monde du travail. Sociale-



ment engagé, il aborde les thèmes essentiels liés aux enjeux professionnels et économiques actuels, tels que les questions de santé et de pénibilité au travail, les grands mouvements de l'économie et leurs conséquences pour les salariés, ou encore les inégalités entre les femmes et les hommes. Il se fait aussi l'écho des luttes syndicales dans notre pays et à l'échelle internationale et propose un éclairage différent sur l'actualité.

- Je souscris un abonnement standard (55 fr. par an)
 Je souscris un abonnement de soutien (80 fr. par an)
 Je souhaite bénéficier de votre offre d'essai et recevoir gratuitement *L'Événement syndical* pendant 1 mois

Nom, prénom _____

Adresse _____

NPA/Localité _____

A retourner à L'Événement syndical, place de la Riponne 4, 1005 Lausanne, forum@evenement.ch